



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

27 MAI 2024

ARRÊTÉ PREFECTORAL DU
mettant en demeure la Société Portuaire de Brest Bretagne (SPBB)
ZI Portuaire Poullic Al Lor - SILOS
BREST

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 58-96 A du 13 juin 1996 autorisant la CCI de Brest à exploiter un établissement spécialisé dans le transit et le stockage de céréales ;

VU l'arrêté préfectoral n°35-12 AI du 22 octobre 2012 complétant les mesures de sécurité applicables aux installations de stockage de céréales exploitées par la CCI de Brest ;

VU l'étude de dangers de 2009 des silos portuaires exploités par la CCI de Brest ;

VU le courrier de déclaration de changement d'exploitant au profit de la société Portuaire de Brest Bretagne (SPBB) du 7 janvier 2021 déposé par la CCIMBO à la préfecture du Finistère ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 21 décembre 2023 référencé ENV-D-23.0552 transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

VU les observations de l'exploitant reçues le 29 janvier 2024 à la préfecture de Finistère ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 23 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé précise à l'article 10 « l'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation [...]. dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent : [...] ; par des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 31 août 2023, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté :

- au niveau des galeries sous-cellules : elles disposent chacune d'une porte métallique à deux battants donnant accès à l'extérieur, permettant l'évacuation du souffle en cas d'explosion. Cependant le caractère soufflable est limité :
 - dans la galerie sous cellule du silo 1, la zone est encombrée par une machine située devant un battant de porte ; l'autre battant est aussi bloqué par un piquet ;
 - dans la galerie sous cellule du silo 2 : la porte est difficilement manœuvrable ;
- au niveau de la tour de manutention :
 - elle possède très peu de surfaces soufflables ;
 - les panneaux fragilisés situés sur la façade exposée côté mer ont été remplacés par des panneaux plus résistants ;
- au niveau de la centrale d'aspiration :
 - une des deux surfaces éventables de la centrale donne sur une tuyauterie pouvant entraver l'évent dans son rôle ;
 - la fragilisation du panneau métallique à proximité de la centrale comme indiqué dans l'étude de dangers de 2009 susvisé n'est pas assurée malgré la présence de deux fenêtres à proximité de la centrale ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la suffisance des surfaces soufflables au niveau des galeries sous-cellules, de la tour de manutention et de la centrale d'aspiration ;

CONSIDÉRANT dès lors que les mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation ne sont pas assurées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé précise à l'article 13 « *Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]* » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 31 août 2023, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté la présence de poussières au niveau des moteurs, des chemins de câbles, sur des sources électriques à différents niveaux de la tour de manutention ;

CONSIDÉRANT que ces zones, présentant des risques plus importants d'échauffement, nécessitent un nettoyage régulier et rigoureux ;

CONSIDÉRANT de plus, que l'accumulation de poussières dans un milieu confiné tel que la tour de manutention est susceptible d'augmenter les risques d'explosion et d'incendie ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il appartient à la SPBB de prendre les dispositions nécessaires pour vérifier la suffisance des surfaces soufflables et de nettoyer plus rigoureusement les appareils présents dans la tour de manutention ;

CONSIDÉRANT que face à cette situation et eu égard à l'importance des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la SPBB de satisfaire les dispositions des articles 10 et 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

Article 1 -

La société Portuaire de Brest Bretagne est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de :

- quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé ;
- d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département du Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de 4 mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Finistère ou de l'affichage en mairie dans les conditions prévues par le présent arrêté. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.
- 2° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement , le président de la Société Portuaire Brest Bretagne (SPBB) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,


François DRAPÉ

Destinataires :

- Mairie de BREST
- Inspection de l'environnement DREAL UD 29
- Société Portuaire Brest Bretagne (SPBB)
- Sous-Préfet de Brest

